

**ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL n° 2025/ 03067 du 4 Août 2025**

**déclarant d'utilité publique  
le projet de transport collectif en site propre dénommé « Bus Bords de Marne »  
situé sur l'ex-route nationale RN34 entre la gare Val-de-Fontenay (94)  
et la gare Chelles-Gournay (77)  
sur les communes de Fontenay-sous-Bois (94), Le Perreux-sur-Marne (94), Neuilly-Plaisance  
(93), Neuilly-sur-Marne (93), Gagny (93), Gournay-sur-Marne (93) et Chelles (77)  
et valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de  
l'établissement public territorial « Paris Est Marne&Bois » (EPT10)**

**LE PREFET DU VAL-DE-MARNE**

**LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-1 et suivants et L. 126-1 et  
suivants ;

**VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-54 et suivants et R. 153-14 et suivants ;

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 121-1 et  
suivants, L. 122-1, L. 122-6 et R. 121-1 et suivants ;

**VU** le code des transports ;

- VU** la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 modifiée, fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY en qualité de préfet de Seine-et-Marne ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Etienne STOSKOPF en qualité de préfet du Val-de-Marne ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Julien CHARLES en qualité de préfet de la Seine-Saint-Denis ;
- VU** la délibération n° 2020-514 du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités en date du 8 octobre 2020 approuvant le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales, les modalités de la concertation et la convention de financement relative à la réalisation du schéma de principe et à l'enquête publique du projet « Bus Bords de Marne » ;
- VU** la délibération n° 20210414-142 du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités en date du 14 avril 2021 approuvant le bilan de la concertation relative au projet « Bus Bords de Marne » pour la création d'un transport en commun en site propre (TCSP) situé sur l'ex-route nationale RN34 entre Val de Fontenay et Chelles-Gournay ;
- VU** la décision n° DRIAT-SCDD-2022-082 en date du 22 avril 2022 portant obligation de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de réalisation d'une ligne de transport en commun en site propre (TCSP) dénommée « Bus Bords de Marne » situé sur l'ex-route nationale RN34 entre Val de Fontenay et Chelles-Gournay ;
- VU** la délibération n° 20231012-206 du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités en date du 12 octobre 2023 approuvant les modalités de la concertation préalable à la mise en compatibilité des PLU des territoires traversés par le projet « Bus Bords de Marne » ;
- VU** la délibération n° 20231207-267 du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités en date du 7 décembre 2023 approuvant le schéma de principe et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme pour le projet « Bus Bords de Marne » ;
- VU** la délibération n° 20231207-268 du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités en date du 7 décembre 2023 approuvant le bilan de la concertation préalable à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme pour le projet « Bus Bords de Marne » ;
- VU** le bilan de la concertation sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme ;

- VU** l'avis de la communauté d'agglomération Paris – Vallée de la Marne en date du 22 avril 2024 ;
- VU** l'avis de la mairie de Neuilly-Plaisance en date du 13 mai 2024 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de Seine-et-Marne en date du 17 mai 2024 ;
- VU** la délibération n°DEL\_2405021 de la communauté d'agglomération Paris – Vallée de la Marne en date du 30 mai 2024 ;
- VU** l'avis délibéré n° ACIF-2024-005 de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) d'Île-de-France en date du 5 juin 2024 sur le projet d'une ligne de transport en commun en site propre « Bus Bords de Marne » situé entre la gare Val-de-Fontenay (94) et la gare Chelles-Gournay (77), sur les communes de Fontenay-sous-Bois (94), Le Perreux-sur-Marne (94), Neuilly-Plaisance (93), Neuilly-sur-Marne (93), Gagny (93), Gournay-sur-Marne (93) et Chelles (77) ;
- VU** la délibération n°2024-00031 de la commune du Perreux-sur-Marne en date du 26 juin 2024 ;
- VU** l'avis du conseil départemental du Val-de-Marne en date du 12 septembre 2024 ;
- VU** l'absence d'avis émis par les autres collectivités territoriales sollicitées par courrier du 11 mars 2024 ;
- VU** le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées qui s'est tenue le 28 juin 2024 en vue d'examiner la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'établissement public territorial « Paris Est Marne&Bois » (EPT10) avec le projet de bus « Bords de Marne » ;
- VU** le mémoire en réponse du pétitionnaire à l'avis de l'autorité environnementale n°ACIF-2024-005 ;
- VU** l'arrêté inter-préfectoral n° 2024/03222 du 23 septembre 2024 portant ouverture d'une enquête publique, du 14 octobre 2024 au 13 novembre 2024 inclus, préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) relative au projet de transport collectif en site propre dénommé « Bus Bords de Marne » situé sur l'ex-route nationale RN34 entre la gare Val-de-Fontenay (94) et la gare Chelles-Gournay (77) sur les communes de Fontenay-sous-Bois (94), Le Perreux-sur-Marne (94), Neuilly-Plaisance (93), Neuilly-sur-Marne (93), Gagny (93), Gournay-sur-Marne (93) et Chelles (77) et valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'établissement public territorial « Paris Est Marne&Bois » (EPT10) ;
- VU** le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier de mise en compatibilité du PLUi de l'établissement public territorial « Paris Est Marne&Bois » soumis à enquête ;
- VU** le rapport et les conclusions de la commission d'enquête remis le 20 décembre 2024, formulant un avis favorable à la déclaration d'utilité publique assorti de deux réserves et de

six recommandations, ainsi qu'un avis favorable à la mise en compatibilité du PLUi de l'établissement public territorial « Paris Est Marne&Bois » ;

**VU** l'avis tacite favorable de l'établissement public territorial « Paris Est Marne&Bois » sollicité par le préfet du Val-de-Marne le 12 février 2025 afin d'émettre un avis dans un délai de deux mois, sur la mise en compatibilité du PLUi, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ainsi que sur le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, dans le cadre de la déclaration d'utilité publique du projet ;

**VU** la délibération n° 20250410-084 du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités en date du 10 avril 2025 déclarant l'intérêt général du projet « Bus Bords de Marne », levant les réserves de la commission d'enquête et répondant à ses recommandations, et demandant aux préfets de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne de prononcer par arrêté inter-préfectoral, la déclaration d'utilité publique du projet « Bus Bords de Marne » emportant mise en compatibilité du PLUi de l'établissement public territorial de « Paris Est Marne&Bois » ;

**VU** le courrier en date du 18 avril 2025 du directeur des infrastructures d'Île-de-France Mobilités sollicitant des préfets de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne, la prise d'un arrêté inter-préfectoral déclarant d'utilité publique le projet « Bus bords de Marne » ainsi que la mise en compatibilité du PLUi de l'établissement public territorial de « Paris Est Marne&Bois » ;

**CONSIDÉRANT** le caractère d'utilité publique du projet de transport collectif en site propre dénommé « Bus Bords de Marne » ;

**SUR** proposition des secrétaires généraux des préfectures du Val-de-Marne, de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne,

## **ARRÊTENT**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Est déclaré d'utilité publique, au profit de l'établissement public Île-de-France Mobilités, le projet de transport collectif en site propre dénommé « Bus Bords de Marne » situé sur le territoire des communes de Fontenay-sous-Bois (94), Le Perreux-sur-Marne (94), Neuilly-Plaisance (93), Neuilly-sur-Marne (93), Gagny (93), Gournay-sur-Marne (93) et Chelles (77).

Sont annexés au présent arrêté :

- le plan de situation (annexe n°1);
- le plan général des travaux (annexe n°2) ;

- la déclaration de projet par délibération n° 20250410-084 du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités en date du 10 avril 2025 (annexe n°3) qui :
  - expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet ;
  - décrit, en son annexe 1, les mesures à mettre en œuvre par le maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire et, le cas échéant, compenser les effets négatifs notables du projet « Bus Bords de Marne » sur l'environnement ou la santé humaine en précisant également les modalités de suivi associées, telles que décrites notamment dans l'étude d'impact du dossier et éventuellement précisées par les compléments de réponses apportés par le maître d'ouvrage dans le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale ou dans le rapport de la commission d'enquête.
- Le dossier de mise en compatibilité des documents d'urbanisme (annexe n°4).

## **ARTICLE 2**

La présente déclaration d'utilité publique emporte mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal de l'établissement public territorial « Paris Est Marne&Bois », conformément aux plans et documents annexés au présent arrêté (annexe n°4).

Les maires des communes et le président de l'établissement public territorialement compétent procéderont aux mesures de publicité prévues au premier alinéa de l'article R. 153-21 du code de l'urbanisme en indiquant le lieu où il pourra être pris connaissance des plans et documents mentionnés à l'alinéa précédent.

## **ARTICLE 3**

L'établissement public Île-de-France Mobilités est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit s'il y a lieu par voie d'expropriation, les emprises foncières nécessaires à la réalisation du projet et incluses dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique. Ces expropriations devront être réalisées dans un délai de cinq (5) ans à compter de la publication du présent arrêté.

## **ARTICLE 4**

Lorsqu'elles font partie d'une copropriété soumise à la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965, les emprises expropriées seront retirées de la propriété initiale.

## **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de Fontenay-sous-Bois (94), Le Perreux-sur-Marne (94), Neuilly-Plaisance (93), Neuilly-sur-Marne (93), Gagny (93), Gournay-sur-Marne (93) et Chelles (77) ainsi que par le président de l'établissement public territorial « Paris Est Marne&Bois » pendant une durée de deux (2) mois. L'accomplissement de cette mesure incombe aux maires des communes et au président de l'établissement public territorial précités qui en certifieront l'affichage.

Il fera également l'objet d'une mention publiée dans un journal diffusé dans les départements du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne.

Le présent arrêté produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des précédentes formalités, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Le dossier sera consultable :

- en mairies de Fontenay-sous-Bois (94), du Perreux-sur-Marne (94), de Neuilly-Plaisance (93), de Neuilly-sur-Marne (93), de Gagny (93), de Gournay-sur-Marne (93) et de Chelles (77)
- en préfectures de Seine-Saint-Denis (direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial - Bureau de l'utilité publique et des affaires foncières - 1, esplanade Jean Moulin 93007 Bobigny), sur rendez-vous à la préfecture du Val-de-Marne (direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial - bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique - 21-29 avenue du Général de Gaulle 94 038 Créteil Cedex) au 3<sup>e</sup> étage (pièce 337) du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, la prise de rendez-vous s'effectuant par courriel : [pref-enquetepublique@val-de-marne.gouv.fr](mailto:pref-enquetepublique@val-de-marne.gouv.fr), sur rendez-vous à la préfecture de Seine-et-Marne (direction de la coordination des services de l'état - Bureau des procédures environnementales) du lundi au vendredi, le matin entre 9h00 et 12h00, la prise de rendez-vous s'effectuant par courriel : [pref-utilitepublique@seine-et-marne.gouv.fr](mailto:pref-utilitepublique@seine-et-marne.gouv.fr)

Le présent arrêté sera également mis en ligne sur le portail internet des services de l'État :

dans le Val-de-Marne :

- <https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables>

en Seine-Saint-Denis :

- <https://www.seine-saint-denis.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-du-territoire-et-construction/Enquetes-publiques2>

en Seine-et-Marne :

- <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques>

## **ARTICLE 6**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun, au 43 rue du Général de Gaulle, case postale n° 8630, 77008 Melun Cédex, dans un délai de deux (2) mois courant à compter de sa publication.

Ce recours peut être déposé auprès de cette juridiction administrative par voie postale en recommandé avec accusé de réception, sur place auprès de l'accueil de la juridiction ou par le biais de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).

Durant ce délai, un recours administratif peut être formé selon les formes suivantes :

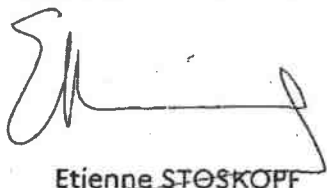
- recours gracieux adressé au préfet du Val-de-Marne (direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique – 21-29 avenue du Général de Gaulle 94 038 Créteil Cedex),
- recours hiérarchique à l'attention du ministre de l'Intérieur, place Beauvau, 75008 Paris cédex.

L'exercice du recours gracieux ou hiérarchique interrompt le cours du délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de rejet de l'autorité compétente.

## **ARTICLE 7**

Les secrétaires généraux des préfectures du Val-de-Marne, de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne, les sous-préfets de Nogent-sur-Marne et de Torcy, la sous-préfète du Raincy, les présidents des établissements publics territoriaux (EPT) « Grand Paris Grand Est » et « Paris Est Marne & Bois », le président de la communauté d'agglomération Paris – Vallée de la Marne, les maires des communes de Fontenay-sous-Bois (94), Le Perreux-sur-Marne (94), Neuilly-Plaisance (93), Neuilly-sur-Marne (93), Gagny (93), Gournay-sur-Marne (93) et Chelles (77) et la présidente d'Île-de-France Mobilités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne.

Le préfet du Val-de-Marne



Etienne STOSKOPF

Le préfet de Seine-Saint-Denis



Julien CHARLES

Le préfet de Seine-et-Marne



Pierre ORY

